



Crise de régime ? Le démocratomètre !



 PROFITE, tu es en confiance ! Ton environnement démocratique est sain quand...	Les autorités sont sincères, désintéressées et agissent en faveur de l'intérêt général. Les autorités consultent régulièrement la population, et le résultat des scrutins & consultations populaires (élections, référendums, observatoires internes...) est suivi. Le référendum d'initiative citoyenne (RIC) est possible en toute matière (y compris constitutionnelle et révocatoire) et activable dès que 1% de la population inscrite sur les listes électorales le demande ; les pétitions dans le monde du travail sont reconnues (sur le régime de travail, etc.). Le mandat des élus est impératif, le tirage au sort est régulièrement pratiqué. Tu as librement accès à l'information, tandis que la presse et le service public de l'audiovisuel sont indépendants de l'exécutif et des forces de l'argent (milliardaires, transnationales). Tu as facilement accès, en présentiel, aux services publics : douanier, éducatif, emploi, ferroviaire, fiscal, médical, postal, (droit du) travail, etc. Le droit est respecté, particulièrement dans le monde du travail, tout comme le résultat des votes en instances représentatives du personnel (IRP). L'exercice de la Justice, rendue au nom du Peuple, est composé de jurys citoyens.	20 19 18 17
 ATTENTION ! Protège-toi ! La vigilance est de mise & veille à aborder le sujet citoyennement quand...	Le Gouvernement critique la population sans fournir de pistes d'amélioration. Le Gouvernement désindexe les salaires et retraites de l'inflation, plongeant dans l'insécurité et la peur économique la population salariée. Le Gouvernement coupe les vivres des services publics en diminuant les recettes budgétaires, par un laxisme fiscal à l'endroit des plus riches (individus & sociétés). Les médias font intervenir très majoritairement des possédants et dominants du système économique dans leurs émissions et reportages, aux dépens des catégories socio-professionnelles précarisées (ouvriers, employés, petits cadres, chômeurs, etc.) ; la critique est marginalisée. Le syndicalisme des salariés est assujéti à l'employeur & il y a envers les syndicalistes de la discrimination : positive à l'égard des accommodants (promotion accélérée, quotidien confortable) ; négative envers les opposants (brimades, placardisation). L'accès, dans les instances représentatives du personnel (IRP), à l'information individuelle (y compris pour toi) et collective relève du parcours du combattant. Les jurys populaires des ex-cours d'assises sont supprimés des nouvelles cours criminelles départementales. Lors d'interrogatoires hiérarchiques, des accompagnateurs, témoins & conseils requis (agents, syndicalistes, avocats) par des collègues sont interdits d'assister et/ou de parler. Les revenus du personnel politique et de la « haute » Fonction publique ne sont pas indexés au salaire minimum, les coupant des réalités du commun de la population.	16 15 14 13 12 11 10
 STOP ! Demande de l'aide ! Ton environnement institutionnel est constitutif de violence (tyrannique, oligarchique, technocratique) si, de manière répétée... <i>NDLR :</i> <i>tous les exemples</i> <i>sont issus de</i> <i>situations réelles !</i>	Tu es rabaisé, infantilisé voire bestialisé par les autorités qui méprisent ton intelligence et ta capacité de réflexion, lors de consultations et/ou mobilisations. Ex. : « on a manqué de pédagogie », telle profession « grogne ». Le bilan des politiques publiques est rare, voire inexistant, même sur des sujets majeurs. Ex. : transfert/abandon des missions fiscales (TMF) de la DGDDI, malgré des milliards d'€ d'enjeux. Le droit constitutionnel à la grève est remis en cause, via parfois des coups de pression et motifs bidons : <i>agent dont la présence est indispensable</i> (API), « habilitation secret », etc. Le bien public est privatisé et bradé aux forces de l'argent qui, derrière, facture éhontément (informatique et télécommunications douanières...), le pantouflage est la règle. L'accès aux services publics est entravé : temporellement (ouverture réduite, délais élevés), spatialement (fermeture d'infrastructures), financièrement (fin de la gratuité). La réalisation du budget n'est plus du ressort du Parlement : examen lors du semestre européen (par une Commission supranationale de fonctionnaires non élus), adoption sans vote, ni intégration d'amendements majoritaires (49-3), crédits dépensés illégalement (moult A* au lieu de C, B & A). On s'immisce dans ta vie privée en accédant à tes données personnelles. Pour faire oublier l'opposition verticale (dominants/dominés ; exploiters/exploités ; riches/pauvres ; oligarchie/Peuple), les autorités dressent des divisions horizontales (chômeurs/actifs ; jeunes/anciens & retraités ; urbains/ruraux ; natifs/immigrés ; etc.). La Constitution (droit opposable à l'emploi, au logement, protection de l'environnement, etc.) est violée, les transferts/abandons de souveraineté (douanière, monétaire, etc) sont la loi. Tu n'as plus aucune prise sur les décisions, 70% de la législation nationale décline de textes européens et le résultat des scrutins n'est pas suivi (référendum de 2005, référendum sur la Collectivité territoriale d'Alsace de 2013 ; élections législatives de 2024). Tu évolues dans une société où les institutions sont violentes et les dirigeants irresponsables. Ex. : parole officielle mensongère, agents provocateurs, usage disproportionné de la force. On use d'une position d'autorité pour te restreindre dans tes déplacements : interrogatoire hiérarchique sans préavis ni convocation ; assignation préventive à résidence de personnes militantes ; hospitalisation psychiatrique sans consentement par le représentant de l'État. La Justice est partielle, l'impunité (médiatique et/ou juridique) des dominants est la norme.	9 8 7 6 5 4 3 2 1 0

Victime ou témoin, ne reste pas reclus ! SOLIDAIRES se tient à tes côtés !



Syndicat SOLIDAIRES Douanes

93 bis rue de Montreuil – boîte 56 – 75011 PARIS / contact@solidaires-douanes.org / + 33 (0)1 73 73 12 50

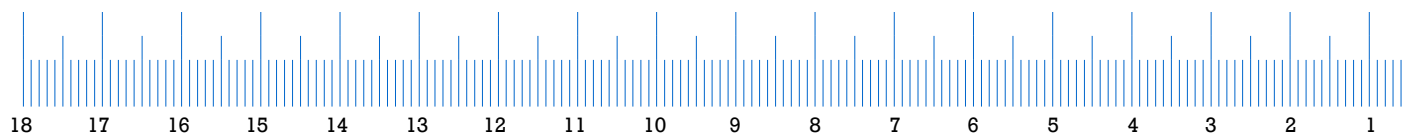
<http://solidaires-douanes.org/>

 SolidairesDouanes

 SolidR_DOUANES

 solidaires_douanes

Où te situes-tu ?



Vert, orange ou rouge ?

Des repères pour identifier
les **situations malsaines ou dangereuses**
dans la société,
et trouver les personnes pour en parler

**En cas d'urgence
et de volonté d'agir**

01 73 73 12 50

Numéro syndical national d'écoute
(anonyme et gratuit)

SOLIDAIRES Douanes se tient aux côtés
des collègues, des usagers et de la population,
et **s'engage contre les violences institutionnelles et sociétales.**

Les comportements et mesures toxiques n'ont pas leur place.

Que les causes soient systémiques (idéologie ultra-libérale) ou
individuelles (bêtise, cupidité, corruption, lâcheté, trahison...) !

Paris, le 8 octobre 2025



Syndicat SOLIDAIRES Douanes

93 bis rue de Montreuil – boîte 56 – 75011 PARIS / contact@solidaires-douanes.org / + 33 (0)1 73 73 12 50

<http://solidaires-douanes.org/>



SolidairesDouanes



SolidR_DOUANES



solidaires_douanes